

La sale guerre d'Erdogan au Kurdistan syrien : Trump et Macron complices !

Depuis le 9 octobre, l'offensive de l'armée turque dans le Nord de la Syrie a déjà fait des centaines de morts. Les bombardements de villages et villes du Kurdistan syrien ne connaissent aucun répit. Au moins 130 000 personnes ont déjà fui les zones de combat. Et la guerre ne peut que s'amplifier avec l'envoi par le dictateur syrien Assad de troupes pour protéger son territoire de l'invasion des troupes turques.

Si Trump, grand maître des guerres dans la région, retire son épingle du jeu (et ses troupes) pour laisser Erdogan mener son massacre, les appels d'Angela Merkel et d'Emanuel Macron aux autorités turques pour leur prêcher plus de modération sont tout aussi hypocrites. Ils ne peuvent faire oublier qu'Erdogan a toujours été leur ami et qu'ils ont eux-mêmes, sous la houlette de leur grand allié américain, leur part de responsabilité dans les massacres qui ensanglantent le Moyen Orient.

Les guerres d'Erdogan

L'offensive turque n'est pas sans précédent. L'armée turque avait déjà combattu les forces kurdes à Afrin, au nord de la Syrie, ville qu'elle occupe toujours depuis 2018. Elle en avait profité pour intervenir aussi dans des régions kurdes de Turquie afin d'y écraser toute volonté de la population de voir ses droits reconnus.

Erdogan, au pouvoir depuis 2003, emprisonne ses opposants, militants et journalistes, envoie la police et l'armée contre les contestataires, qu'ils soient ouvriers, kurdes ou jeunes de la place Taksim. Il contrôle des syndicats à sa botte et brise les grèves, pour le plus grand bonheur des groupes comme Bosch ou Renault qui y ont leurs usines.

Cela lui a valu quelques déboires, notamment aux élections municipales de cette année où le candidat du régime a perdu les élections en mars 2019, puis en juin, après qu'Erdogan a fait annuler le premier vote. Son offensive militaire d'aujourd'hui est aussi une tentative de faire oublier ce camouflet et de tenter de cultiver un nationalisme antikurde qui ne peut que se retourner contre toute la classe ouvrière de Turquie.

Macron fait mine de prendre quelques distances avec Erdogan, devenu un allié peu présentable. Mais quand il annonce la fin des ventes d'armes françaises à la Turquie, c'est seulement d'une suspension dont il parle, et même pas de toutes les exportations d'armes.

En 2016, l'Union européenne avait conclu un accord pour que l'État turc fasse la police aux frontières pour

empêcher les réfugiés syriens de rentrer en Europe, avec quelques milliards d'euros d'aides à la clé pour qu'il parque les migrants syriens dans des camps.

Le revirement sanglant des grandes puissances

Dans la guerre en Syrie, les États-Unis et la France avaient trouvé un autre allié, de circonstance, avec les organisations kurdes de Syrie qui avaient pris le contrôle d'une partie du pays, notamment les forces armées du YPG, aujourd'hui cibles d'Erdogan. Cette alliance en fonction des intérêts des grandes puissances confrontées au développement de Daech, leur fournissait des troupes au sol, pendant qu'ils bombardaient du ciel et n'avaient ainsi qu'à dépêcher leurs services secrets, conseillers militaires et un nombre limité de soldats.

Mais les dirigeants nationalistes du Kurdistan syrien ont une fois de plus piégé leur propre peuple dans cette alliance avec les grandes puissances qui se retournent contre lui. Car les Trump et les Macron abandonnent sans scrupule leurs alliés d'hier, laissant les mains libres à Erdogan.

Au Moyen Orient, bien plus encore que le dictateur Erdogan, ce sont les grandes puissances qui font la loi, en faisant et défaisant les alliances, en menant la guerre tantôt directement, tantôt au travers d'intermédiaires. Toujours dans le but de défendre les intérêts de leurs trusts pétroliers et leurs grands groupes industriels qui y surexploitent une main d'œuvre à bon marché. Sans oublier ceux des trusts de l'armement qui continuent à vendre leurs engins de mort à tous les dictateurs régionaux, de la Turquie à l'Arabie Saoudite, en passant par l'Égypte.

Chut ! Tout va bien...

Il y a maintenant plusieurs mois que la direction a lancé une enquête auprès des collègues ayant pour sujet le stress et la motivation au travail. La participation à l'enquête a été importante, plus de 80% des collègues démarchés ont répondu, profitant de cette occasion pour dénoncer la surcharge de travail et l'inquiétude quant à l'avenir du site. Bref, les résultats ont été très mauvais pour la direction et depuis... silence radio de la part de la direction.

Quand ils doivent assumer les conséquences de leur politique, ces exploiters se transforment en carpes ! Qu'à cela ne tienne, on le leur rappellera de vive voix !

Tout est bon pour nous mettre en faute

La grande histoire du moment pour la direction, c'est de nous imposer le respect de toutes sortes de procédures de conformité à l'instar des injonctions à supprimer nos mails. D'un côté, on doit respecter ces procédures sous peine de se mettre en faute. De l'autre côté, les chefs nous mettent la pression pour finir les projets le plus vite possible et ce dans un contexte de manque de moyens permanent. Bref, on est coincés entre le marteau des procédures à respecter et l'enclume des délais à tenir. Marre de ces choix impossibles qui nous poussent à la faute !

Trop, c'est trop

Tout en continuant à supprimer des postes au fur à mesure des années, la direction demande à ceux qui restent de cravacher toujours davantage. Certains collègues sont ainsi amenés à venir travailler les samedis sur le site. Et pour beaucoup d'entre nous, on ne compte pas les heures sup', au boulot et à la maison, pour pouvoir tenir les délais.

Ce qu'il faut, ce sont des embauches pour qu'on puisse respirer et alléger les charges de travail.

Augmentation des salaires pour tous !

Dans le cadre du futur accord compétitivité, se négocie le calcul des primes d'intéressement. Idée fumeuse de la direction : indexer une partie de la prime sur les performances écologiques de l'entreprise. Comme si on était responsable des choix « stratégiques » de la direction !

Plutôt que négocier les miettes que la direction voudrait bien nous concéder, ce qu'on aurait besoin, ce sont des augmentations de salaires en bonne et due forme !

C'est la direction qu'il faut externaliser

Alors que la direction retarde les annonces sur le compactage de Velizy, sur le site de Carrière, ce sont 29 collègues travaillant en logistique et au montage moteur qui ont appris le mois dernier leur externalisation. La direction n'en est certes pas à son coup d'essai et cela sans compter les innombrables collègues prestataires sans qui les projets ne pourraient pas tourner. PSA rêve de prestataires à tous les étages pour nous payer moins cher et nous virer à son bon vouloir. Ce n'est pourtant pas le

boulot qui manque, ni l'argent. Alors aucune raison d'accepter ce saucissonnage de nos statuts. La solidarité doit s'exprimer le plus largement possible car c'est bien cela que la direction redoute.

Un véritable plan de licenciement

De Mulhouse à Poissy, PSA ne parle pas d'externalisations, pas besoin, il y a suffisamment d'intérimaires à utiliser comme variable d'ajustement. A Mulhouse, avec la fin de l'équipe de nuit en fin d'année, ce sont 1000 intérimaires qui vont rester sur le carreau. A Poissy, la direction a également annoncé mettre fin à 400 contrats d'intérim. Embaucher pour quelques mois de jeunes précaires, s'enrichir avec pour finir par les rejeter, c'est la politique de la direction.

Des milliers de jeunes renvoyés au chômage, des salariés de plus de 55 ans usés et maintenus sur la chaîne voilà la société rêvée façon PSA.

Michelin, les salariés sacrifiés pour le profit

Michelin a annoncé la fermeture en 2020 d'une usine de pneus de 619 salariés à La Roche-sur-Yon, sous prétexte de concurrence et de problèmes de compétitivité. Mais l'entreprise a réalisé 1,6 milliards d'euros de profits en 2018, tout en récupérant en 5 ans 330 millions d'aides de l'État ! En 2016, le chantage à l'emploi avait servi à imposer des sacrifices aux salariés par un accord d'entreprise baptisé « Pacte d'avenir ».

Michelin n'est pas une exception : bien d'autres salariés sont menacés par les licenciements en ce moment. Pour faire reculer les patrons, il faudra riposter ensemble au plus vite.

Le quota de blaireaux est atteint

Edouard philippe vient de franchir un pas de plus dans la démagogie anti- immigrés en proclamant que l'idée des quotas annuels de migrants n'était pas tabou. Le gouvernement qui se sent en danger sur le plan social, entre autre à cause des contestations naissantes sur sa réformes des retraites ou d'un mouvement gilet jaune qui survit, tente de créer une diversion en chassant sur les terres de l'extrême droite.

S'il y avait un quota pour les déclarations démago et racistes, le gouvernement aurait déjà largement dépassé le sien.

Qui creuse le « trou » de la Sécu ?

Les allègements de cotisations patronales se sont élevés à 52 milliards d'euros l'an dernier selon la Cour des comptes. Le déficit annoncé de la sécu, toutes branches confondues, devrait se situer entre 1,7 et 4 milliards en 2019. Conclusion : sans les dons du gouvernement aux entreprises (ce sont d'abord les grandes qui en profitent) les hôpitaux et les personnels soignant seraient financés correctement, le régime des retraites en forme et les remboursements cesseraient de baisser.